

## « Innovation et progrès »

### Notes pour intervention orale

Mardi 26 novembre 2019

[In Situ – La semaine de l’innovation de l’Université de Lyon](#)

Stéphanie Ruphy

Professeure de philosophie à l’Université Lyon 3

« Innovation et progrès » Quand j’ai commencé à réfléchir à ce thème – qui sonne un peu comme un sujet de dissertation philo au bac – j’ai tout de suite été frappée par la très forte dissymétrie, le très fort déséquilibre de la présence de ces notions dans les discours publics, qu’ils soient politiques, académiques, journalistiques, jusqu’aux discours publicitaires. On chercherait vainement un domaine où il ne soit pas attendu aujourd’hui d’être innovant. Au petit déjeuner hier, sensibilisée à la thématique en préparant cette intervention, je me suis aperçue que mon yaourt préféré – dont je tairai la marque – faisait partie des « cinq desserts ultrafrais les plus innovants de l’année ». Juste après, j’écoutais la radio, un commentateur décrivait la « convention citoyenne sur le climat » qui se déroule actuellement à l’initiative du Président Macron, comme une « innovation majeure » pour nos démocraties représentatives mal en point comme chacun sait. Un peu plus tard, je lisais un dossier intitulé « la bataille mondiale pour la suprématie quantique » décrivant à quel point l’innovation, ici plus traditionnellement technologique, est au cœur d’enjeux majeurs économiques bien sûr, mais aussi stratégiques, ne serait-ce qu’en termes de maîtrise des techniques de cryptographie dans les télécommunications. Le dossier parlait « de ruée vers l’or quantique » tant les attentes et les investissements, publics comme privés sont considérables dans ce domaine d’innovation, même s’ils ne font guère la une des journaux.

C’est donc peu de dire que l’innovation aujourd’hui est partout. Ce qui a l’avantage d’ailleurs de dispenser de définir la chose puisque le terme « innovation » / « innovant » est ce que d’aucuns appellent un « attracteur sémantique » : on n’a pas besoin de définition pour utiliser le terme, car il est avant tout porteur de multiples valeurs, positives (originalité, créativité, inventivité, etc).

A l’inverse, la notion de progrès a très largement disparu des discours publics. D’ailleurs dans la plaquette *In Situ*, le terme « innovation », sans surprise, apparaît une cinquantaine de fois, alors que le mot « progrès » n’apparaît pas une seule fois... (si ce n’est dans le titre de mon allocution). Comme si on n’avait plus besoin de la notion de progrès, ou comme si la notion d’innovation avait absorbé celle de progrès.

Comment réagir à cela ? Qu’est-ce que cela veut dire ? Faut-il renoncer à s’interroger sur le lien, ou l’écart éventuel, entre innovation et progrès ? Et là quand je parle de progrès, c’est au sens usuel d’évolution, de changement vers quelque chose qui est jugé meilleur, souhaitable. Un horizon désirable que l’on s’efforcerait d’atteindre.

Par contraste, l'innovation est très largement devenue une fin en soi. Il faut innover. C'est devenu – on le sait tous - un impératif majeur de nos sociétés. Et c'est l'innovation (en particulier l'innovation technologique) qui crée les contours de notre monde futur, mais sans forcément que l'on se projette à l'avance, que l'on définisse ou imagine ce monde futur souhaitable. Personne n'a rêvé d'un monde avec des smartphones et des réseaux sociaux, qu'on se serait efforcé de faire advenir. On doit juste désormais faire avec ce monde.

Et donc la question centrale est la suivante : doit-on, veut-on garder la main sur ces futurs contours, et si oui, comment ? Autrement dit, à quelle condition peut-on espérer maintenir un lien entre innovation et progrès ?

Il n'est pas inintéressant de rappeler tout d'abord que la notion d'innovation a longtemps véhiculé des connotations plutôt négatives. Comme le raconte très bien l'historien de l'innovation Benoit Godin, on taxait d'innovateur, et ce n'était pas un compliment, quelque'un ou quelque chose qui venait perturber l'ordre établi et était jugé de ce fait négativement. Les choses ont bien changé depuis, on le sait. Non seulement il est bon d'innover pour rester compétitif, mais l'innovation – et c'est ce que dit très explicitement par exemple le discours officiel de la Commission européenne depuis 2010, est présentée comme LA solution aux grands problèmes/challenges auxquels nous sommes confrontés, comme le réchauffement climatique ou le vieillissement de la population.

Néanmoins, on commence à percevoir, de l'intérieur même de nos économies de marché, non pas une remise en question de la nécessité, ne serait-ce qu'économique, d'innover, mais l'apparition de certaines tensions. Tension entre, d'un côté, l'innovation comme élément central de la compétitivité et, de l'autre, comme source d'amélioration de nos conditions de vie.

Je prendrai ici un seul exemple qui est l'obsolescence programmée. Un registre d'innovation qui a vu le jour dans les années 1930 comme réponse à la crise économique d'alors, mais qui aujourd'hui entre en tension avec des préoccupations concernant l'épuisement des ressources et la gestion des déchets.

Il faut donc nous interroger sur le *type* d'innovations adaptées à l'évolution des valeurs dans notre société. Car nous pouvons tous observer qu'en raison en particulier des questions climatiques et environnementales, des valeurs sont en train de changer (ça commence par exemple à se voir dans nos façons de consommer). Et ces changements de valeurs impactent directement les types d'innovations souhaitables pour maintenir un lien entre innovation et progrès conçu comme horizon désirable.

A ce propos, dans le journal *Le Monde* ce weekend, il y avait un article intéressant qui décrivait les résultats d'une enquête ayant pour objectif de mesurer le degré d'adhésion des français à trois modèles de société idéale, trois systèmes utopiques et présentés comme tels. Sans rentrer dans les détails, une utopie dite « sécuritaire » où traditions et identités jouent un rôle central, une utopie dite « techno-libérale » dans le prolongement de l'âge d'or actuel de l'innovation *high tech* comme solution à nos problèmes ; et une utopie dite « écologique » avec comme

motto « moins mais mieux ». Et c'est cette dernière utopie qui est arrivée largement en tête, l'utopie *high tech* arrivant bonne dernière et loin derrière.

Autrement dit, aux promesses toujours plus sophistiquées de la *high tech*, très gourmandes en énergie et en ressources, il semblerait que l'on puisse préférer des solutions plus *low tech*, qui nécessitent tout autant d'innovation, mais d'un autre type (par exemple dans le bâtiment, dans le secteur automobile, de plus en plus de start-up se positionnent dans ce registre d'innovation *low tech* et pas *high tech*).

En tout cas, sans avoir à se positionner politiquement sur ces horizons possibles, sur ces systèmes de valeurs – et ce n'est pas mon propos ici –, le point que je veux mettre en avant, c'est qu'il y a des choix possibles aujourd'hui entre plusieurs grands types d'innovations. Dès lors, qui dit choix possibles, dit aussi responsabilités, pour ceux qui participent aux processus d'innovation, que ce soit dans le monde académique ou dans le monde socio-économique, et font des choix, même si c'est de façon implicite.

Et effectivement, il y a une demande croissante à l'égard des acteurs de la recherche et de l'innovation en matière de prise de responsabilité. Par exemple, pour le monde académique, une notion devenue centrale en politique de recherche et d'innovation au niveau européen est la notion de RRI *Responsible Research and Innovation*. Une recherche et innovation dite « responsable » doit s'efforcer de répondre davantage aux besoins, aux attentes de la société, ce qui suppose pour les chercheurs d'intégrer dans l'élaboration même des projets de recherche, des considérations d'impacts sur la société. Ce nouvel impératif est un défi majeur pour le monde académique car c'est dans une large mesure en rupture avec notre culture très fortement attachée à l'autonomie, à la liberté de recherche, qui se nourrit de cette idée de l'imprévisibilité des processus de recherche et d'innovation. Mais cette demande croissante de prise de responsabilité, on peut la voir aussi comme le revers de la médaille en quelque sorte du succès de la science. La recherche et l'innovation, en raison précisément de leurs accomplissements, sont placées au cœur des projets de développements de nos sociétés dites « sociétés de la connaissance. Les attentes de la société en sont donc d'autant plus fortes, et elles ont aussi changé de nature. On n'attend plus seulement un accroissement des connaissances et plus d'innovations en général (un nouveau laser), mais un accroissement des connaissances et des innovations dans certains domaines correspondant à des besoins sociétaux spécifiques jugés prioritaires. Les attentes de la société (et des bailleurs de fond) sont donc à la fois plus pressantes et plus ciblées.

Cette demande croissante de prise de responsabilité, elle touche aussi, on le sait, le monde de l'entreprise, avec tous les débats actuels sur la question de la responsabilité sociale des entreprises. Les initiatives en matière de RSE (responsabilité sociétale d'entreprise) se multiplient et vous vous souvenez peut-être de cette tribune publiée en août dernier par un aéropage impressionnant de 180 grands patrons américains, Jeff Bezos en tête, appelant à plus de responsabilité sociale, notamment en matière environnementale. « *Green washing* » ou pas, je ne sais pas. En tout cas cette demande de prise de responsabilité sociétale est une tendance de fond auquel sont tout autant confrontés, en matière de recherche et d'innovation, le monde académique et le monde socio économique.

L'enjeu majeur ici est dès lors de réduire ces écarts possibles, ces tensions entre ce qui ressort des processus de recherche et d'innovation, et les valeurs, les attentes, les besoins de la société, qui évoluent. Ce qui m'amène à mon dernier point (rapide).

Quelle gouvernance de la recherche et de l'innovation permettrait d'anticiper, de réduire ces tensions ? Une simple piste : cette gouvernance gagnerait sans doute à s'inscrire davantage dans ce qui est une autre tendance de fond qui traverse nos sociétés, à savoir une demande accrue de participation directe des citoyens dans la définition des politiques publiques (la convention citoyenne sur le climat évoquée tout à l'heure l'illustre bien, ainsi que la multiplication des débats et consultations publiques en tout genre). Le monde académique n'échappe pas non plus à cette évolution, mais là aussi, c'est pour nous un vrai défi, car le champ scientifique, en tant que champ social est un champ très fermé, un « entre-soi » très marqué (et d'ailleurs pour de bonnes raisons épistémologiques).

Donc deux grands défis à mon sens pour les acteurs de l'innovation, si l'on veut maintenir le lien entre innovation et progrès : accroître la prise de responsabilité et instaurer une gouvernance plus participative, plus ouverte à d'autres composantes de la société. Ce sont des défis communs au monde académique et au monde socioéconomique de l'innovation, qui ont donc une raison de plus d'interagir. Et ce sont aussi des défis qui rendent l'implication dans les processus de recherche et d'innovations encore plus riche, plus multidimensionnelle, et donc bien plus intéressante.

#### Ressources bibliographiques préparatoires

-Benoit Godin, *L'innovation sous tension. Histoire d'un concept*, Presses de l'Université de Laval, 2017.

- Stéphanie Ruphy « [Sciences citoyennes, oui, mais comment?](#) » , *The Conversation*, 22 mai 2018

- Stéphanie Ruphy "Public participation in the setting of research and innovation agenda: virtues and challenges from a philosophical perspective", in *Innovation beyond technology: Science for society and interdisciplinary approaches*, Y. Fujigaki, S. Laugier et S. Lechevalier (Eds.), Springer, 2019, pp. 243-263. Voir aussi dans ce même volume les articles de Pierre-Benoit Joly « Reimagining innovation » et de Sayaka Oki « 'Innovation' as an adaptation of 'progress' : revisiting the epistemological and historical contexts of these terms ».